

Niger: Macron abandonne Bazoum en plein sol!



MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 25 SEPTEMBRE 2023

1430

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



COUPE YEAH SAMAKÉ

Le Centre Sportif Djitoumou A (CSDA) remporte la quatrième édition



63ème anniversaire de l'indépendance
Assimi Goïta rassure les Maliens !



Dégradation de l'environnement : CADTM-Afrique tire la sonnette d'alarme avant la COP des peuples d'Afrique



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

24 Sept.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

09

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.18



P.27



/ Une /



Niger : Macron abandonne Bozoum en plein sol !
 COUPE YEAH SAMAKÉ: Le Centre Sportif Djitoumou A (CSDA) remporte la quatrième édition

P.4
 P.7

/ Breves /



Abdoulaye Diop : « Le Mali ne restera "pas les bras croisés" en cas d'intervention militaire au Niger... »
 Mine : Le Mali a enregistré une production industrielle de 66,2 tonnes d'or en 2022
 Gestion du fonds par Mossa Ag Attaher : Un audit est nécessaire !
 Mali : Goïta promet de rétablir un contrôle entier du territoire
 22 septembre 2023 fête de l'indépendance : Communiqué du parti FARE AN KA WULI

P.13
 P.13
 P.14
 P.14
 P.15

/ Actualité /



Dégradation de l'environnement : CADTM-Afrique tire la sonnette d'alarme avant la COP des peuples d'Afrique
 Mali : Tombouctou de nouveau visée par des tirs d'obus
 Étendre le rôle des femmes dans l'industrie technologique au Mali : Une opportunité cruciale

P.17
 P.18
 P.20

/ Politique /



63ème anniversaire de l'indépendance : Assimi Goïta rassure les Maliens !
 Mali : Commémoration de l'indépendance
 SENARE 2ème édition : Une semaine pour parler de la paix et la réconciliation....

P.23
 P.25
 P.27

/ Culture & Société /



Sénégal
 Qui a peur de Youssouf N'Dour ?

P.29

/ International /



Intervention militaire au Niger : Mahamadou Issoufou appelle à la négociation
 Révélations choc : Scandale de corruption au plus haut niveau secoue le Gabon
 Marseille : Que peuvent se dire le pape et Emmanuel Macron ?

P.30
 P.31
 P.33

/ Sport /



Hamane Niang, président de la fondation de FIBA : "Nous allons nous servir du basket-ball comme outil pour le bien, tout en préservant et en développant le patrimoine culturel de notre fantastique sport"

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- Gérant: Moctar Sow
- Redacteur en Chef:
- Rédaction Générale: Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- Service Commercial: Youssouf Diarra
- Secrétariat: Fatou SISSOKO



Niger Macron abandonne Bozoum

Bozoum en plein sol !

Que reste-t-il du crédit de la France dont le président de la République, il y a moins d'un mois, réunissait tous ses ambassadeurs en Conférence diplomatique annuelle, bombe le torse et proclame haut et fort que son ambassadeur restera au Niger et ne quittera ce pays qu'à la demande du président légitimement élu et qui 3 semaines plus tard annonce le retrait du même ambassadeur et des troupes françaises stationnées dans le même pays ?

Pour lui « Le problème des Nigériens aujourd'hui sont des putschistes qui les mettent en danger parce qu'ils abandonnent la lutte contre le terro-

risme, parce qu'ils abandonnent une politique qui était bonne économiquement pour eux et qu'ils sont en train de perdre tous les financements internationaux qui étaient en train de leur permettre de sortir de la pauvreté ».

Au cours de cette conférence annuelle des ambassadeurs, le président Emmanuel Macron, face à ce qu'il a appelé une « épidémie de putschs dans tout le Sahel » a prôné un nouvel ni, ni « Ni paternalisme, ni la faiblesse parce que sinon on n'est plus nulle part ». Faisant référence aux coups d'Etat militaires intervenus au Mali, au Burkina Faso, en Guinée, puis au Niger il fustigeait « la faiblesse que d'aucuns ont

montrée à l'égard des putschs précédents (qui) a nourri des vocations régionales ». En conclusion, ni l'ambassadeur Sylvain Itté, ni les troupes françaises basées au Niger n'allaient bouger. « Nous pas bouger » comme le chante l'artiste démissionnaire du CNT bombardé conseiller spécial du président de la Transition.

Lui emboitant le pas l'Union européenne a exprimé son « plein soutien » à l'ambassadeur de France au Niger. « La décision des putschistes d'expulser l'ambassadeur de France est une nouvelle provocation qui ne peut aucunement aider à trouver une solution diplomatique à la crise actuelle



». Pour elle, « L'Union européenne ne reconnaît pas et ne reconnaîtra pas les autorités issues du putsch au Niger ».

Et pour boucler la boucle le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a fait savoir que « Les putschistes n'ont pas autorité pour demander le départ de l'ambassadeur ».

Mais voilà que s'invitant sur des chaînes de télévision françaises, Emmanuel Macron fait volte-face en glissant, entre deux questions de journalistes, qu'il allait ramener l'ambassadeur et son personnel en France et que les troupes françaises quitteront avant la fin de l'année : « La France a décidé de ramener son ambassadeur. Dans les prochaines heures, notre ambassadeur, avec plusieurs diplomates, rentreront en France. Nous mettons

fin à notre coopération militaire avec les autorités de fait du Niger, car elles ne veulent plus lutter contre le terrorisme. Le retrait serait totalement achevé d'ici la fin de l'année ».

Cette annonce du président Macron a été saluée par le junta militaire comme une grande victoire : « Ce dimanche, nous célébrons la nouvelle étape vers la souveraineté du Niger. Les troupes françaises ainsi que l'ambassadeur de France quitteront le sol nigérien d'ici la fin de l'année. C'est un moment historique qui témoigne de la détermination et de la volonté du peuple nigérien » lit-on dans un communiqué officiel publié par le CNSP juste après l'interview du président français.

« Tout ça pour ça » pourrait-être tenté de se gausser son opposition et tous

ceux qui avaient mis en garde contre la posture présidentielle intenable dans la durée.

Qu'est devenu le prestigieux outil diplomatique qui faisait naguère la gloire de la France dans le concert des Nations et suscitait respect et admiration ?

Et pourtant, Leslie Varenne, co-fondatrice et directrice de l'Institut de Veille et d'Études des relations internationales et stratégiques (IVERIS) avait mis en garde : « Emmanuel Macron gère toutes les crises intérieures comme extérieures selon le même mode opératoire : tenir face à l'adversité quoiqu'il en coûte et parier que ça passera. Au Mali, lors de son bras de fer avec le chef de l'Etat,



Assimi Goïta, il a usé des mêmes procédés qui ont fini par conduire au départ de l'armée française. Au Niger, la boîte à outils est similaire et le résultat

sera identique. Cette méthode conjuguée à l'absence totale de diplomatie affaiblit durablement la France sur la scène internationale, notamment au

sein de l'Union européenne ».

Et voilà !

■ **Moctar Sow**

malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{ème} Mémorial
 MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



COUPE YEAH SAMAKÉ | Le Centre Sportif Djitoumou A (CSDA) remporte la quatrième édition

Le vendredi 22 septembre 2023, les habitants de Ouélessébougou ont assisté à la finale de la Coupe «YEAH SAMAKE». Le match s'est déroulé au stade municipal de la commune rurale de Ouélessébougou, que l'ambassadeur a lui-même clôturé lorsqu'il était maire. Le match s'est déroulé en présence

du président d'honneur du PACP, initiateur de la coupe, du maire de Ouélessébougou et de nombreux autres invités. Les jeux se sont déroulés dans une ambiance conviviale.

Comme chaque année, l'Ambassadeur Yeah Samaké, Président

d'honneur du Parti pour l'Action Civique et Patriotique (PACP), parraine une compétition de football dans sa ville natale à Ouélessébougou pour célébrer la fête de l'Indépendance. Le match final de la 4ème édition de la Coupe de l'Ambassadeur s'est déroulé devant un grand nombre de délé-



gués du PACP, d'autorités et d'habitants de la ville.

En effet, ce trophée organisé chaque année par Yeah Samaké vise à renforcer le lien social et la convivialité entre les jeunes de Ouélessébougou. Conscient que le sport est un facteur d'unité dans la société, il a affirmé que c'est sa manière de contribuer au développement de la ville.

Cette finale opposait l'équipe du LION au Centre Sportif Djitoumou A (CSDA). Selon le président, les deux équipes ont déjà accompli des choses remarquables pour atteindre la finale. Ainsi, pendant les 90 minutes de jeu, les joueurs des deux équipes ont démontré

leurs compétences et émerveillé les spectateurs. Le match a été très serré et selon lui, les deux équipes ont bien rempli leur tâche. Mais comme il fallait un vainqueur, l'équipe CSDA a remporté la coupe avec un score d'un but à zéro.

Puisqu'il s'agissait de commémorer l'anniversaire de l'indépendance du Mali, l'ambassadeur a profité de l'occasion pour exprimer ses condoléances aux victimes des précédents attentats terroristes. Par ailleurs, il a également appelé le peuple malien à s'unir face à la situation difficile que traverse le Mali. Il a également espéré que la paix et la sécurité seront restaurées dans le pays.

C'est avec une grande joie que cette quatrième édition de la Coupe Yeah Samaké a été jouée. Femmes, hommes, jeunes et vieux, tous ont remercié l'ambassadeur pour les efforts qu'il a apportés et continue d'apporter à la population de Ouélessébougou.

Rappelons qu'en plus de Ouélessébougou, cette année le Président Yeah Samaké a également organisé d'autres coupes à Kadiolo, Bougouni, Zégoua et Daoudabougou. Il s'est engagé à prendre de telles initiatives car il croit fermement que le sport est un facteur d'intégration et de cohésion sociale.

■ **Siguéta Salimata DEMBÉLÉ**

■ Mountaga Tall



@mountagatall

BONNE FÊTE DU 22 SEPTEMBRE Première fête de l'Indépendance de la 4ème République et moment privilégié d'introspection et de projection dans le futur pour consolider notre indépendance, restaurer la Paix, renforcer la cohésion nationale et pérenniser les acquis de la Transition.

■ Sekou Konare



Urgent !!!

Ousmane Sonko est arrêté au Sénégal, Adama Ben Diarra et Sidiki Kouyaté sont arrêtés au Mali, la dictature civile ou militaire handicape l'Afrique dans sa marche vers le progrès



■ Fecafoot - Officiel



#URGENT

Liste des clubs éligibles à prendre part au Championnat Professionnel MTN ELITE ONE Saison sportive 2023-2024.

FEDERATION CAMEROUNAISE DE FOOTBALL
CAMEROON FOOTBALL FEDERATION

COMMUNIQUE N° 56/FCF/SG/DDF/DC/CGNI/ST/2023

Le Secrétaire Général de la Fédération Camerounaise de Football porte à la connaissance des présidents des Clubs et de l'opinion publique nationale et internationale, la liste des clubs éligibles à prendre part au Championnat Professionnel MTN ELITE ONE Saison sportive 2023 - 2024 :

N°	CLUB
1	AIGLE ROYAL DE LA MENOUA
2	APRES DE MFOU
3	AS FORTUNA DE MFOU
4	AVION ACADEMY FC DE DOUALA
5	BAMBOUTOS FOOTBALL CLUB DE MBOUJA
6	CANON SPORTIF DE YAOUNDE
7	COLOMBE SPORTIVE DU DJA ET LOBO
8	COTON SPORT FC DE GAROUA
9	DYNAMO CLUB DE DOUALA
10	FALVE AZUR ELITE
11	FOVU CLUB DE RAHAM
12	GAZELLE FC DE GAROUA
13	LES ASTRES FC DE DOUALA
14	FWD DE BAMBENDA
15	STADE RENARD DE MELONG
16	UNION DES MOUVEMENTS SPORTIFS DE LOUM
17	UNION SPORTIVE DE DOUALA
18	VICTORIA UNITED DE LIMBE
19	YONG SPORT ACADEMY DE BAMBENDA

Fait à Yaoundé, le 22 Septembre 2023

LE SECRÉTAIRE GENERAL
SAM DJANGANG

IXBET one

■ Kita Kuru Médias



Mali Kura : La promotion 2015 des sous-officiers de la police nationale a 8 ans de service, toujours avec le grade sergent.

■ Fédération Ivoirienne de Football



Elim. CAN Féminine 2024 (1er tour aller, CIV-TAN au stade Charles Konan Banny de moussoukro): Entrée gratuite



Kita Kuru Médias



Mali : Le nouveau siège du CDR à coûté 98 millions de FCFA près du montant mobilisé pour l'effort de guerre.

Seneposte



Après la défaite contre l'Algérie (0-1): El Hadji Diouf prend la défense de Sadio Mané et calme les supporters : « Cette équipe est la meilleure équipe d'Afrique »

Comme il est de coutume, à chaque fois que l'équipe traverse des zones de turbulence, El Hadji Diouf « le psychologue de la tanière » sort pour calmer les ardeurs des supporters.

Dioufy Fire d'affirmer qu' : « En prenant l'Algérie , on savait qu'on jouait contre un grand ténor du football Africain. Aujourd'hui, si on a pris l'Algerie c'est pour faire plaisir à notre population, à notre peuple.

Je suis satisfait des joueurs, ils ont été excellents mais la balle n'a pas voulu rentrer. Il y a des matchs comme ça, tu peux tout faire mais la balle ne rentre pas. Mais je crois qu'aujourd'hui tout ce qu'il faut retenir, le contenu était extraordinaire. Félicitations aux joueurs.

Je demande au peuple Sénégalais d'être patient parce qu'on a la meilleure équipe. Par rapport au contenu, il n'y a pas à s'inquiéter.

Moi, ce que j'ai à dire aux supporters, c'est d'être derrière cette équipe. C'est la meilleure équipe d'Afrique. On est champion d'Afrique et notre titre, on va aller le défendre jusqu'au bout. »

Le 7e meilleur joueur du mondial 2022 d'en revenir au cas Mané dont certains supporters commencent à réclamer sa retraite internationale.

Selon l'enfant chéri de Saint-Louis : « Sadio, il a très bien joué. Les gens doivent se calmer et se dire que cette équipe est la meilleure équipe d'Afrique et aujourd'hui il n'y a pas à s'inquiéter.

Depuis que je suis en équipe nationale, on entend que ça. Je me rappelle quand j'étais en équipe nationale , on disait que les El Hadji Diouf, Fadiga, ils sont vieux il faut mettre les Diomansy Kamara.

Donc pour vous dire que ce discours, on l'a toujours entendu. Mais, maintenant ce qu'il faut retenir c'est que le Sénégal est champion d'Afrique avec ces joueurs. Nous on ne déstabilise pas une équipe qui gagne.

On n'a pas perdu à Dakar depuis 2013 et les gens commencent à râler. C'est une bonne chose, c'est normal, c'est des supporters qui ont envie de voir leur équipe gagner. Mais je crois que l'équipe du Sénégal est au top et on répondra présent en Côte d'Ivoire . »

Seneposte.com



Maliballon



Conformément à l'engagement du Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, de développer le football féminin en Afrique, la CAF a fixé la dotation du vainqueur de la compétition à 400 000 USD. Les dotations de la Ligue des Champions féminine de la CAF :

- Vainqueur : 400 000 USD
- Deuxième : 250 000 USD
- Demi-finalistes : 200 000 USD
- Troisième du groupe 150 000 USD
- Quatrième du groupe : 100 000 USD



Leyman Savadogo



Burkina : La pose de la pierre pour la construction de l'usine de raffinerie du pétrole aura lieu en Janvier 2024 à Dori
Vive la transition pour un Burkina Faso nouveau et prospère

Malick Konate



#Niger : Le Niger a annoncé le samedi 23 septembre 2023 que son espace aérien restera ouvert à tous les vols commerciaux nationaux et internationaux, à l'exception des appareils français et des vols affrétés par la France, y compris la flotte d'AirFrance.

#Bèki_Takè

République du Niger
Présidence de la République du Niger
Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie

Information

Restriction de l'espace aérien nigérien aux appareils français

Conformément au communiqué du samedi 23 septembre 2023 transmis à l'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique (ASECNA), le Niger a décidé de restreindre l'accès à son espace aérien.

Celui-ci reste ouvert à tous les vols commerciaux nationaux et internationaux, à l'exception des appareils français et de ceux affrétés par la France, y compris la flotte d'Air France.

De plus, tous les vols militaires opérationnels et vols spéciaux demeurent interdits, sauf autorisation exceptionnelle des autorités.

Cette décision symbolise la volonté du peuple nigérien, par la voix de son gouvernement, de reprendre le contrôle total de son ciel et de son territoire.

Le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie

Malick Konate



#Niger - #France : Dans une interview exclusive accordée à la chaîne de télévision française France2, le président français Emmanuel Macron a annoncé le retrait des troupes françaises basées au Niger d'ici la fin de l'année 2023 et le départ de l'ambassadeur français, déclaré persona non grata par la junte militaire nigérienne.

#Bèki_Takè

■ Présidence de la République du Mali



63e anniversaire d'indépendance : une célébration sous le signe du sursaut national et de la défense de la patrie

Ce vendredi 22 septembre 2023, le Mali a commémoré, dans la plus grande sobriété, le 63e anniversaire de son accession à l'indépendance. Le Président de la Transition, Son Excellence, le Colonel Assimi GOITA, Chef de l'État, a procédé, tôt le matin, au traditionnel dépôt de gerbe de fleurs au Monument de l'Indépendance. Il a ensuite présidé la cérémonie de prise d'armes au Génie militaire de Bamako après le dépôt de la gerbe de fleurs sur la stèle du mémorial militaire. Ce 63e anniversaire est placé sous le signe du sursaut national pour la défense de la patrie.

Ces cérémonies ont enregistré la présence du Premier ministre, du Président du Conseil national de Transition, du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, des Chefs d'États-majors Général des Armées, ainsi que des partenaires et amis du Mali, mais aussi des corps constitués.

Après le défilé militaire, le Président de la Transition a accordé une interview au cours de laquelle il a rendu un hommage mérité au feu Président Modibo KEITA et à ses fidèles compagnons pour avoir permis au Mali d'accéder à son indépendance par leur lutte. Le Chef suprême des Armées a ensuite expliqué les raisons de la décision de sursoir aux activités festives de ce 63e anniversaire. « Il était important pour nous de manifester notre compassion vis-à-vis des familles endeuillées ».

L'objectif est de réorienter les fonds à l'assistance des familles endeuillées, des rescapés de l'attaque barbare et lâche contre le bateau « Le Tombouctou », mais également de soutenir les sinistrés dans les différentes régions du Mali. Cela est d'autant plus important que le Mali est un pays de solidarité légendaire, a expliqué le Président de la Transition.

Le Chef de l'État a profité des activités de ce 63e anniversaire pour donner des explications sur la détérioration soudaine de la situation sécuritaire du pays, mais aussi sur le départ de la MINUSMA. Outre cela, le Président GOITA a réitéré l'engagement des autorités de la Transition à lutter avec détermination et de façon efficace contre la corruption et la délinquance financière. Ces fléaux sont, selon ses explications, facteurs de stabilité.

Un autre point évoqué par le Chef de l'État dans son allocution, a été la mise en place de l'Alliance des États du Sahel (AES), le 16 septembre dernier.

Une Alliance composée du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Trois pays, selon le Président de la Transition, qui partagent les mêmes défis en termes de lutte contre le terrorisme, mais aussi de développement. Des pays qui partagent également les mêmes frontières. « Cette Alliance est une bonne initiative qu'il faudra consolider dans les jours à venir pour le grand bonheur de nos peuples », exhorte le Président GOITA.

Le Chef de l'État a, de nouveau, salué la résilience du peuple malien. Une résilience qui a permis aujourd'hui aux autorités de la Transition de se focaliser sur l'essentiel. Il exhorte donc le peuple à la cohésion sociale en vue de faire face à la menace commune qu'est le terrorisme.

S'adressant aux hommes de médias, le Chef suprême des Armées a demandé plus de patriotisme aux journalistes. Ces professionnels de l'information doivent veiller à ne pas se prêter aux jeux des ennemis de la nation, qui mènent une véritable campagne de propagande. Le Chef de l'État exhorte donc les hommes de médias d'éviter d'inonder les réseaux sociaux de propos de nature à démoraliser les troupes engagées sur le terrain. « On est journaliste parce qu'on est en vie. À l'instant où on n'est plus en vie, on ne sera plus en mesure d'informer ou de communiquer », a-t-il expliqué.

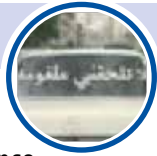
Toutefois, il a félicité et encouragé tous les journalistes, qui motivent à leur manière, les Forces de défense et de sécurité en les encourageant à la défense de la patrie. Il a réitéré son appel à l'Union sacrée autour des FAMA, dont il salue la détermination et le dévouement.

Le Président de la Transition rassure tous les Maliens que la lutte engagée se poursuivra jusqu'à la victoire finale, à savoir pacification totale du Mali, le retour des services sociaux de base au bénéfice des populations.

Il a enfin souhaité bonne fête d'indépendance à tous les partenaires sincères du Mali ainsi qu'au peuple malien.



■ Wassim Nasr



@SimNasr

#Mali un cargo Iliouchine76 en provenance de #Bamako s'est écrasé en bout de piste à #Gao. On ne sait pas qui il transportait ni quelle était la cargaison, mais c'est un cargo fréquemment utilisé par #Wagner dans les vols internes

■ LSI AFRICA



@lsiafrica

Le Burkina Faso, dont le chef de la junte, C a - pitaine Ibrahim Traoré évoquait «la mendicité des dirigeants africains », à Saint-Pétersbourg, vient d'obtenir un accord de financement de 302 millions de dollars. Ce soutien financier qui s'étend sur une période de 48 mois, vise à aider le pays à surmonter de nombreux problèmes économiques majeurs, notamment des problèmes de balance des paiements, l'impact de la pandémie de COVID-19, des conditions météorologiques défavorables, une détérioration de la sécurité intérieure, une crise alimentaire et les impacts de la guerre en Ukraine.



■ Wassim Nasr



@SimNasr

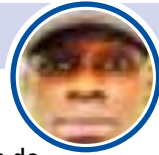
Le président

@EmmanuelMacron

annonce le rapatriement de l'ambassadeur français au #Niger et l'arrêt de la coopération militaire, déjà suspendue, pour un retrait d'ici fin 2023

@Elysee

■ DAOUA KINDA



@dawkakinda

#Mali Plus de 24 heures après le crash de l'avion désormais mystérieux à #Gao et aucun communiqué officiel du gouvernement. Aucun journaliste ou organe de media national, aucun membre du #CNT ni aucun homme politique...n'ose demander des comptes aux autorités de la transition. Le pays est à la merci d'un groupe d'hommes en kaki qui se sentent au dessus de tout. On a jamais vu pareil dans l'histoire de ce pays.





L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, les cotisations que vous versez à l'INPS servent à payer les prestations aux quelles ont droit vos travailleurs.

20 70 51 75 36123 inps@inps.ml INPS_Mali
www.inps.ml INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs, assurez les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité au travail en dotant votre personnel de moyens adéquats de protection individuels et collectifs.

20 70 51 71 36123 inps@inps.ml INPS_Mali
www.inps.ml INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs | faites vos déclarations de cotisations et assurez leur paiement régulier et à bonne date au plus tard le 15 de chaque mois afin d'éviter toutes pénalités.

20 70 51 73 36123 inps@inps.ml INPS_Mali
www.inps.ml INPS.Mali



L'INPS

AU SERVICE DES ASSURÉS SOCIAUX

Employeurs! la qualité des prestations servies par l'INPS dépend de la fourniture régulière des relevés nominatifs des salaires à bonne date.

20 70 51 74 36123 inps@inps.ml INPS_Mali
www.inps.ml INPS.Mali

Abdoulaye Diop:
**« Le Mali ne restera “pas les bras croisés”
 en cas d’intervention militaire au Niger... »**



“nous ne resterons pas les bras croisés” en cas d’intervention militaire au Niger pour rétablir l’ordre constitutionnel après le coup d’état, a prévenu samedi le ministre malien des affaires étrangères qu’Abdoulaye Diop à la tribune de l’ONU.

La communauté économique des Etats d’Afrique de l’ouest (Cedeao) menace depuis plusieurs semaines les auteurs du putsch du 26 juillet d’une intervention militaire pour rétablir le président renversé, Mohamed Bazoum. “Le Mali reste fortement opposé à toute intervention militaire de la Cedeao”, a déclaré Abdoulaye Diop, représentant la junte malienne à l’Assemblée générale de l’ONU. “Toute intervention militaire au Niger, j’allais dire toute agression, toute invasion de ce pays, constitue une menace directe à la paix et à la sécurité du Mali, mais aussi à la paix et à la sécurité de la région, et aura nécessairement des conséquences sérieuses. Nous ne resterons pas les bras croisés”, a-t-il déclaré. Le Mali a signé il y a une semaine avec le Niger et le Burkina Faso une alliance défensive qui prévoit une assistance mutuelle en cas d’atteinte à la souveraineté et à l’intégrité territoriale des trois pays dirigés par des militaires. S’en prenant une nouvelle fois à la France et à la “domination néo-coloniale”, Abdoulaye Diop a d’autre part adressé une “mention spéciale” à la Russie “pour sa solidarité agissante et un engagement fiable tant sur le plan bilatéral que multilatéral”.

La junte a fait de la souveraineté son mantra, rompu l’alliance avec la France et ses partenaires dans la lutte contre le jihadisme, pour se tourner militairement et politiquement vers la Russie. Dans ce contexte, elle a poussé vers la sortie la mission de maintien de la paix de l’ONU (Minusma), qui doit terminer son retrait express d’ici la

fin de l’année. “Le gouvernement de la République du Mali n’envisage pas de proroger ce délai”, a prévenu le ministre. Le Mali est confronté depuis 2012 à la propagation jihadiste et à une profonde crise sécuritaire, humanitaire et politique. Et le nord du pays connaît une reprise des hostilités, qui coïncide avec le retrait en cours de la Minusma. “Le gouvernement rassure les populations maliennes et la communauté internationale que toutes les dispositions sont prises pour assurer la continuité des services de l’État après le départ de la Minusma”, a assuré M. Diop. “Le gouvernement de la République du Mali est plus que jamais déterminé à exercer sa souveraineté, assoir son autorité, toute son autorité sur l’ensemble du territoire national”.

AFP

Mine

Le Mali a enregistré une production industrielle de 66,2 tonnes d’or en 2022

Soit une hausse de 4% par rapport à 2021. La production devrait grimper à 67,7 t en 2023, selon les prévisions département des statistiques du ministère des Mines, qui informe que les recettes publiques générées par l’exploitation aurifère ont atteint un chiffre record de 763,7 milliards FCFA.

Ce montant qui représente un bond de 35% en glissement annuel s’explique par « l’excellente performance de tous les services de recouvrement, à savoir les services fiscaux, les douanes et les services des domaines », ainsi que la levée depuis 2021 de plusieurs exonérations fiscales, et la hausse de la production aurifère industrielle.

agence ecofin



Gestion du fonds par Mossa Ag Attaher : Un audit est nécessaire !



Décidément, Mossa Ag Attaher est dans de beaux draps à cause de la gestion financière de certains dossiers qu'il a gérés. Après s'être engagé à rembourser des milliards ponctuels dans le budget de la rénovation du stade du 26 mars, l'ex ministre des sports et de la jeunesse doit justifier la gestion de la formation militaire des nouveaux fonctionnaires. Les admis à la fonction publique constituant la première cohorte des réservistes cherchent à savoir comment leurs salaires ont été utilisés.

Les fonctionnaires mis à la disposition du Service national des jeunes (SNJ) pour la formation militaire se plaignent de leur traitement salarial. Pendant six mois, ils sont fonctionnaires mais ne bénéficient que d'une indemnité d'environ 11 000 francs CFA. Un doigt accusateur est pointé sur l'actuel ministre des Maliens établis à l'étranger, Mossa Ag Attaher. Ce dernier était ministre des Sports et de la jeunesse au moment de la prise de la décision de l'application du décret concernant les réservistes.

Selon plusieurs sources proches des fonctionnaires stagiaires, il y a des zones d'ombre dans leur situation financière. En effet, l'Etat prend les nouveaux fonctionnaires en compte dans son budget, mais leur formation est financée par leur salaire. Problème : il y a un écart énorme entre ce que l'Etat leur doit et les conditions financières et matérielles de formation dispensées. Beaucoup estiment que l'essentiel de l'argent disparaît entre le ministère du Travail et celui des Sports et de la Jeunesse.

Mossa Ag Attaher qui a mauvaise presse en ce moment a toujours été accusé par les stagiaires. En attendant que la lumière ne soit faite sur cette question, les réservistes n'ont plus d'excuse pour ne pas

aller sur le front, au regard de la requête de Sadio Camara, le ministre de la Défense des Anciens combattants. Ce dernier a initié un projet de décret fixant les conditions de la mobilisation de la Réserve

des Forces Armées et de Sécurité.

Le concours des réservistes aux forces armées est conforme à l'article 24 de la Constitution qui dispose que « la défense de la Patrie est un devoir pour tout citoyen. Tous les citoyens âgés de 18 ans au

moins peuvent être mobilisés aux côtés des Forces Armées et de Sécurité pour la défense de la Patrie ». En juillet 2016, l'Assemblée Nationale du Mali a voté une loi portant institution du Service national des Jeunes.

En application de cette loi, plusieurs jeunes et les nouveaux fonctionnaires ont déjà fait les services militaires. Au Mali, les personnes appelées réservistes n'appartenant pas à l'armée d'active mais formées pour renforcer ou apporter un concours aux Forces armées maliennes dans le cadre de

la défense nationale. Le projet de décret initié par le ministre de la Défense a distingué deux

types de réservistes : la réserve stratégique et la réserve opérationnelle.

Ballo Daou

Source : Pretoire

Mali :

Goïta promet de rétablir un contrôle entier du territoire

Le chef de la junte malienne, le colonel Assimi Goïta, a assuré vendredi que l'état reprendrait le contrôle de tous les territoires qui lui échappent, en marge de célébrations de l'indépendance réduites à des cérémonies officielles dans un contexte de regain des tensions.

La junte qui a pris le pouvoir par la force en 2020 a décidé d'annuler les manifestations festives prévues pour le 63ème anniversaire de l'indépendance. A Bamako, les célébrations se sont limitées à un dépôt de gerbe par le colonel Goïta au monument de l'indépendance, et à un défilé militaire. Le Mali, confronté depuis 2012 à la propagation jihadiste et à une profonde crise sécuritaire, humanitaire et politique, marquait cet anniversaire alors que le nord connaît une reprise des hostilités par les groupes séparatistes et une intensification des activités jihadistes.

Les régions de Tombouctou et Gao ont été depuis août le théâtre d'une succession d'attaques contre les positions de l'armée malienne et contre les civils. L'armée et les groupes armés se disputent le contrôle du territoire au moment où la mission de l'ONU (Minusma), poussée vers la sortie par la junte, se retire. S'exprimant devant des journalistes après le défilé, le colonel Goïta a invoqué la solidarité avec les familles endeuillées pour justifier



la "sobriété" des célébrations. Les fonds prévus pour les festivités sont réaffectés au soutien des proches des victimes, dont celles de l'attaque imputée à des jihadistes contre un bateau de passagers le 7 septembre sur le fleuve Niger, a-t-il dit. L'attaque a fait des dizaines de morts. "La situation sécuritaire est certes tendue", a-t-il dit. Mais "le Mali va recouvrer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national, et apporter les services sociaux de base à nos populations". Les tensions risquent de s'aggraver d'ici à fin 2023 à mesure que la Minusma quittera ses camps dans le nord, dont celui de Kidal, ville bastion des Touareg. Les séparatistes estiment que les emprises onusiennes devraient revenir sous leur contrôle. Le colonel Goïta, investi président après un double putsch en 2020 et 2021, a signifié dans un discours jeudi soir que l'Etat redéploierait ses forces militaires sur tout le territoire en même temps que la Minusma se retirera de ses camps à Kidal, Aguelhok ou Tessalit au nord, mais aussi Douentza au centre ou Ansongo à l'est.

AFP

22 septembre 2023 fête de l'indépendance Communiqué du parti FARE AN KA WULI

Les maliennes et les maliens célèbrent le 63^{me} anniversaire de leur fête nationale alors que le pays traverse une période difficile marquée par une crise multidimensionnelle qui affecte les braves populations, et nos vaillantes forces de défense et de sécurité.

Le Parti FARE An Ka Wuli s'inquiète de la recrudescence des attaques contre les positions des FAMA et des populations civiles désarmées, la reprise des hostilités entre l'ex rébellion et nos forces de défense et de sécurité notamment pour la récupération des positions de la MINUSMA

Le parti FARE An Ka Wuli invite les autorités à tout mettre à ceuvre pour lever le blocus imposé à certaines villes notamment : Tombouctou, Douentza, Gao, et certains villages dans le centre et le sud-est du pays.

Le parti FARE An Ka Wuli félicite les autorités pour la montée en capacité de nos forces armées et apporte son soutien à nos soldats dans leur mission de défense et de sécurisation des personnes et de leurs biens sur l'ensemble de notre territoire. Le Parti FARE An Ka Wuli s'incline devant la mémoire des pères fondateurs de la nation et de tous ceux qui sont tombés pour la souveraineté de notre pays. 22 septembre 1960, 22 septembre 2023: 63 ans déjà que le Mali notre pays est indépendant, nous avons encore la possibilité de faire revivre la promesse d'un Mali fort et prospère, à l'avant-garde du renouveau africain. La diversité de notre culture constitue la principale richesse de notre nation, qui doit nous permettre de résister à l'adversité et nous donner les moyens endogènes pour le redressement de notre pays.

Le Parti FARE An Ka Wuli souhaite à toutes les Maliennes et à tous les Maliens, une belle fête de l'indépendance.

Que Dieu Bénisse le Mali!
Bamako, le 22 Septembre 2023
PA Secrétariat Exécutif National





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Dégradation de l'environnement : CADTM-Afrique tire la sonnette d'alarme avant la COP des peuples d'Afrique



Contribuer à prendre en compte les préoccupations des communautés lésées dans le cadre de l'implantation des industries extractives à Sanso, tel était l'objectif de l'assemblée communautaire pour la construction de l'opinion publique. Cette activité a été organisée par le comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM-Afrique) le jeudi 21 septembre 2023, avec la participation active de la communauté de Sanso.

Lors de l'ouverture de cette rencontre avec la population de Sanso, le sous-préfet Tayirou Coulibaly a salué cette initiative visant à pro-

téger l'environnement. Selon lui, la discussion sur les aléas climatiques est plus que nécessaire, voire impérieuse, et il est essentiel de s'unir pour lutter efficacement contre ce fléau. Il invite chacun à écouter attentivement les différentes interventions qui permettent de répondre à de nombreuses questions. Il est convaincu que les participants à cette séance de travail seront des relais pour ceux qui n'ont pas pu y assister. Il souligne également l'importance accordée par le réseau CADTM-Afrique à la lutte contre les changements climatiques, ainsi qu'à d'autres domaines tels que la dette et la pollution de l'environne-

ment par les mines.

Broulaye Bagayoko, secrétaire permanent de CADTM Afrique Mali, a souligné l'importance de ce cadre d'échanges pour les agriculteurs. Il explique que cette rencontre vise à discuter des changements climatiques. Les pluies tardent souvent à venir, et lorsqu'elles arrivent, elles s'arrêtent rapidement. De plus, de fortes pluies entraînent d'énormes dégâts qui ne profitent pas aux paysans. Ces changements sont dus aux changements climatiques. En novembre, les grandes nations organiseront la COP28 à Dubaï, où elles discuteront des changements clima-

tiques mondiaux et des pistes de solutions. Cependant, il est nécessaire pour nous, dans nos villages, de nous réunir pour discuter de ce phénomène qui ravage nos populations. Nous estimons qu'il est urgent d'alerter les autorités du pays sur le danger qui menace nos populations riveraines. Il est important de souligner que le Mali représentait toute l'Afrique lors des rencontres sur les changements climatiques, mais maintenant l'honneur a été donné à la Namibie. Malheureusement, les cris de détresse du Mali n'ont jamais été entendus concernant les questions de changements climatiques. Pour vous informer que désormais tous les pays enverront leurs avis à la Namibie, qui devra ensuite les

défendre lors de la COP 28 », a-t-il expliqué.

Résolument engagé à défendre les idéaux de son organisation, Broulaye Bagayoko estime que la lutte contre les changements climatiques ne convient pas aux pays les plus puissants, c'est pourquoi ils ne s'investissent pas suffisamment dans cette question persistante qui affecte pourtant les pays en développement. Les engrais chimiques et les grandes usines européennes qui émettent trop de gaz à effet de serre sont les causes de la sécheresse et des changements climatiques. « On se souvient récemment que les femmes de Sanso se sont révoltées contre les méfaits causés par la mine de Morela sur les champs et les ani-

maux. Les produits toxiques déversés par la mine dans les étangs et les champs des habitants de Sanso ont sérieusement affecté les animaux du village de Sanso. Il y a de nombreux facteurs qui causent les changements climatiques. C'est pourquoi le gouvernement subventionnait les gaz pour réduire l'exploitation abusive des forêts. Cette action du gouvernement visait à éliminer les coupes de bois au Mali. Tant que certaines pratiques environnementales ne seront pas abandonnées, la sécheresse continuera de progresser », a-t-il averti.

■ **Ibrahim Sanogo avec Mamadou Komina, Stagiaire**

Mali

Tombouctou de nouveau visée par des tirs d'obus

La ville a été la cible de tirs d'obus le 21 septembre, faisant au moins deux morts et cinq blessés. Le JNIM avait annoncé, en août, déclarer « la guerre dans la région de Tombouctou ».

Au moins deux personnes sont mortes et cinq autres ont été blessées jeudi 21 septembre après des tirs d'obus sur la ville de Tombouctou, dans le nord du Mali, déjà sévèrement éprouvée par un blocus imposé par des jihadistes, a affirmé l'armée malienne dans un communiqué.

« La ville de Tombouctou vient de recevoir des tirs d'obus terroristes cet après-midi du 21 septembre 2023. Bilan provisoire : deux morts et cinq blessés », dit le communiqué officiel. Deux sources interrogées précédemment donnaient un bilan de trois morts. « Trois obus ont été tirés par les jihadistes à Tombouctou. Il y a au moins trois civils morts dont des enfants », avait assuré un élu de Tombouctou. Ce bilan avait été confirmé par une source hospita-

lière.

BLOCUS IMPOSE PAR LE JNIM

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM ou JNIM, selon l'acronyme arabe), alliance jihadiste affiliée à Al-Qaïda en lutte depuis des années contre l'État malien, a annoncé dans une série de messages début août déclarer « la guerre dans la région de Tombouctou ». Depuis, Tombouctou fait face à un blocus qui empêche les quelque dizaines de milliers d'habitants de la « cité aux 333 saints » de quitter la ville et d'être ravitaillé. Et le 7 septembre, une attaque imputée aux jihadistes a tué des dizaines de civils à bord du ferry le Tombouctou.

Tombouctou fait partie des premières grandes villes du nord du

pays à être tombées sous le contrôle des rebelles touaregs, puis celui de combattants salafistes après une insurrection en 2012. Les forces françaises et maliennes ont repris la ville en 2013.

Les militaires maliens ont poussé vers la sortie la force anti-jihadiste française en 2022 et se sont tournés militairement et politiquement vers la Russie. Ils ont fait du rétablissement de la souveraineté l'un de leurs mantras. Mais de vastes étendues continuent d'échapper à leur contrôle et différents experts estiment que la situation sécuritaire s'est encore dégradée sous leur direction.

Les ex-groupes rebelles à dominante touarègue ont repris leurs opérations contre l'armée malienne en



septembre dans le nord après des mois de tensions avec le gouvernement. Ils avaient signé avec l'État central un accord de paix en 2015 censé mettre fin aux hostilités déclenchées avec les insurrections indépendantiste et salafiste de 2012. Les jihadistes, eux, avaient continué le combat.

LUTTE TERRITORIALE

Un communiqué, daté du 21 septembre, de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), l'un des principaux groupes armés du nord, a assuré que les forces armées ma-

liennes et ses alliés du groupe paramilitaire russe Wagner ont tué au moins 12 personnes qui circulaient dans un bus en partance vers Gao, entre les villes d'Hombori et Gossi, il y a une semaine.

Le regain d'hostilités dans le Nord coïncide avec le retrait en cours de la Minusma, la mission de l'ONU, et la cession de ses camps, qu'elle remet aux autorités maliennes. Dans la lutte territoriale en cours, les séparatistes estiment que les emprises onusiennes devraient revenir sous leur contrôle.

Dans un discours à la nation jeudi 21 septembre, à la veille de la fête de l'indépendance malienne, le chef de la junte Assimi Goïta a dit veiller « au redéploiement effectif des forces de défense et de sécurité ainsi qu'au retour des services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national ». « J'invite les populations à resserrer les rangs autour des forces armées maliennes dans l'accomplissement de cette mission décisive », a-t-il déclaré.

■ Jeuneafrique (Avec AFP)

Étendre le rôle des femmes dans l'industrie technologique au Mali : Une opportunité cruciale

Dans une démarche résolument tournée vers l'avenir, le Mali s'efforce de renforcer le rôle des femmes dans l'industrie technologique, dans le but de promouvoir l'égalité des sexes et de stimuler la croissance économique. Cette initiative, portée par le gouvernement malien en partenariat avec des organisations internationales, vise à créer de nouvelles opportunités pour les femmes dans un secteur longtemps dominé par les hommes.



Le Mali s'engage à renforcer le rôle des femmes dans la technologie

Bamada.net- Le Colonel Assimi Goïta, Chef d'État du Mali, a exprimé son soutien total à cette initiative novatrice lors d'une récente allocution. Il a souligné l'importance de l'inclusion des femmes dans l'éco-

nomie numérique pour favoriser le développement socio-économique du pays. Le Colonel Goïta a déclaré : "Les femmes maliennes sont une source inestimable de talents et de compétences. Nous devons leur donner l'occasion de s'épanouir dans le secteur technologique et de contribuer pleinement à la crois-

sance de notre nation."

Lancement d'un programme novateur au Mali pour encourager les femmes dans la technologie

Cette initiative s'appuie sur une étude récente qui a révélé que, bien

que les femmes maliennes aient fait des progrès significatifs dans l'éducation et la participation au marché du travail, elles sont encore sous-représentées dans les domaines de la technologie et de l'innovation. En lançant ce programme, le gouvernement cherche à réduire cet écart de genre en encourageant les femmes à poursuivre des carrières dans des domaines tels que la programmation informatique, la cybersécurité, la data science, et bien d'autres.

L'initiative du Mali pour promouvoir l'égalité des sexes dans la technologie

Le programme comprend plusieurs volets essentiels :

1. **Formation et Éducation** : Des programmes de formation seront mis en place pour encourager les femmes à acquérir des compétences techniques. Des bourses d'études et des subventions seront également disponibles pour les étudiantes désireuses de se lancer dans des carrières technologiques.
2. **Soutien à l'Entrepreneuriat** : Des financements et des ressources seront alloués pour soutenir les

femmes entrepreneures technologiques. Cela favorisera la création de start-ups dirigées par des femmes et contribuera à la croissance de l'économie numérique du Mali.

3. **Promotion de Modèles Féminins** : Des initiatives de mentorat mettront en relation les femmes aspirant à des carrières technologiques avec des modèles féminins accomplis dans le secteur. Ces mentors partageront leur expérience et offriront des conseils précieux.

Vers un avenir technologique équitable au Mali : l'effort pour autonomiser les femmes

1. seront lancées pour promouvoir l'égalité des sexes dans le secteur technologique et éduquer le public sur l'importance de cette démarche.
2. **Création de Réseaux Professionnels** : Des événements et des forums seront organisés pour permettre aux femmes de créer des réseaux professionnels et de partager leurs connaissances.

Cette initiative suscite un grand

enthousiasme au sein de la société malienne et au-delà. Elle témoigne de la détermination du Colonel Assimi Goïta et de son gouvernement à créer un Mali où les femmes ont des opportunités égales pour réussir et contribuer à la croissance économique du pays. En favorisant l'inclusion des femmes dans l'industrie technologique, le Mali pose les bases d'un avenir plus équitable et prospère pour tous ses citoyens.

Le Colonel Assimi Goïta soutient l'inclusion des femmes dans l'industrie technologique malienne

■ **Fatoumata Bintou Y**
Source : Bamada.net

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikle.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

63ème anniversaire de l'indépendance Assimi Goïta rassure les Maliens !



Le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a assuré dans un discours à la Nation, le vendredi 22 septembre 2023, que l'État malien reprendrait le contrôle de tous les territoires qui lui échappent. Ce discours a été prononcé lors de cérémonies officielles réduites pour célébrer l'indépendance, dans un contexte de tensions croissantes et d'attaques terroristes.

Les autorités ont décidé d'annuler les manifestations festives prévues

pour le 63ème anniversaire de l'indépendance du Mali. À Bamako, les célébrations se sont limitées à un dépôt de gerbe par le colonel Goïta au monument de l'indépendance, suivi d'un défilé militaire. Le Mali, confronté depuis 2012 à la propagation djihadiste et à une profonde crise sécuritaire, humanitaire et politique, célèbre cet anniversaire alors que le nord du pays connaît une recrudescence des hostilités de la part des groupes séparatistes et une intensification des activités djihadistes.

Depuis août, les régions de Tombouctou et Gao ont été le théâtre d'une série d'attaques contre l'armée malienne et les civils. L'armée et les groupes armés se disputent le contrôle du territoire alors que la mission de l'ONU (MINUSMA), poussée vers la sortie par les autorités de la transition, se retire.

Après le défilé, le colonel Goïta a expliqué devant les journalistes que la sobriété des célébrations était due à la solidarité envers les familles endeuillées. Les fonds prévus pour

les festivités sont réaffectés au soutien des proches des victimes, y compris celles de l'attaque attribuée à des djihadistes contre un bateau de passagers le 7 septembre sur le fleuve Niger, qui a fait de nombreuses victimes. Il a déclaré : «La situation sécuritaire est certes tendue, mais le Mali retrouvera sa souveraineté sur tout le territoire national et fournira les services sociaux de base à notre population.»

Les tensions risquent de s'aggraver d'ici fin 2023 à mesure que la MINUSMA quittera ses camps dans le nord, notamment celui de Kidal, bastion des Touaregs. Les séparatistes estiment que les installations de l'ONU devraient revenir sous leur contrôle. Le colonel Assimi Goïta, investi président après deux coups d'État en 2020 et 2021, a annoncé lors d'un discours jeudi soir que l'État redéplierait ses forces militaires sur l'ensemble du territoire en même temps que la MINUSMA se retirera de ses camps à Kidal, Aguelhok, Tessalit, Douentza et Ansongo.

«Entretenir l'insécurité»

«Après dix ans de présence des forces étrangères sur notre sol, nous avons compris que leur logique était plutôt d'entretenu l'insécurité et de nous maintenir dans la dépendance.» C'est la raison fondamentale pour laquelle le peuple malien a décidé de prendre en main sa sécurité. Selon le chef de l'État, grâce à la nouvelle dynamique résultant du retrait de la MINUSMA et des opérations militaires en cours, le Mali retrouvera sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire. Avec la résolution 2690, le gouvernement

de la République du Mali veillera au déploiement effectif des forces de défense et de sécurité ainsi qu'au rétablissement des services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national. «Il est d'autant plus urgent que la deuxième phase du retrait de la MINUSMA fasse l'objet d'un suivi rigoureux dans les localités de Douentza, Ansongo, Aguelhok, Kidal et Tessalit, au plus tard le 31 décembre 2023», a-t-il ajouté.

Cependant, le président Assimi Goïta a invité les populations à se rassembler autour des FAMas pour mener à bien cette mission décisive.

La fête marquée par des actions citoyennes chez les jeunes

La fête du 22 septembre est une occasion idéale pour de nombreux jeunes de montrer leur patriotisme en organisant des conférences et des spectacles.

La fête de l'indépendance du Mali est une opportunité pour de nombreux jeunes de s'organiser et de poser des actes de citoyenneté. Dans les grandes villes, on peut facilement remarquer que les grandes artères sont décorées aux couleurs du drapeau. «Un Malien, un drapeau» est une initiative du jeune Badra Alou Keita, coordinateur du défi «citoyen du 22 septembre». Elle vise à promouvoir le respect des couleurs nationales.

«Aujourd'hui, les grandes artères sont ornées du drapeau national, en plus de cela, nous avons mis en place des coordinations dans les régions, les communes et la dias-

pora», explique le coordinateur du défi. Il souligne qu'il s'agit de «faire parcourir le Mali par la musique et les tenues traditionnelles afin que les jeunes puissent s'imprégner de notre culture». Il ajoute également qu'il faut organiser des conférences avec les anciens sur des thèmes tels que l'indépendance, l'intégration, la paix et le développement.

Les régions ne sont pas en reste

Dans les régions, certaines associations ont préféré célébrer en organisant des activités de soutien à l'armée en cette période difficile pour le Mali. C'est le cas à Kayes, où des jeunes ont organisé des conférences-débats et des spectacles pour inviter la population, en particulier les jeunes, à se rassembler autour des forces de défense et de sécurité. Aly Dougnon est le secrétaire général de l'association «Kayes pour nous».

«L'objectif est de renforcer les liens entre la jeunesse et les forces de défense et de sécurité, de créer une union sacrée autour des agents de sécurité alors que le pays traverse des moments difficiles de son histoire.» Nous souhaitons contribuer à la sécurisation du pays et renforcer notre collaboration avec l'armée», déclare Aly Dougnon, secrétaire général de l'association «Kayes pour nous».

Binadjan Doumbia

www.malikile.com

Mali

Commémoration de l'indépendance



Alors que nous nous disposons à célébrer notre pays pour la soixante-troisième fois, nous devons prendre conscience de la chance que nous avons de jouir d'un si riche héritage légué par nos ancêtres et pères fondateurs, qui doit normalement nous permettre d'envisager l'avenir avec confiance et enthousiasme. Sauf que, en plus de la crise économique, notre nation endeuillée continue à pleurer ses morts à cause de tensions négatives et inutiles qui sont entrain de contribuer à prolonger, envenimer et exacerber les conflits au nord et au centre de notre pays, mais encore, l'accord de paix n'a sûrement pas atteint ses objectifs, qui étaient d'apporter la paix et la sécurité à nos populations et de préparer la voie à une solution politique juste, pacifique et durable aux conflits.

Nous nous joignons à la nation pour adresser nos plus sincères condoléances et exprimer notre compassion et notre solidarité profonde aux familles des victimes. Nous rendons aussi hommage aux braves

et héros tombés sur le champ de bataille qui méritent à jamais notre reconnaissance et notre respect relatif à l'ultime sacrifice qu'ils ont accompli pour notre nation.

Peu de périodes dans l'histoire de notre nation ont été plus difficiles que celle dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Le Mali doit traiter les causes profondes des problèmes auxquels il est confronté. Nous

avons besoin d'avoir plus que des conversations simples. Nous avons maintenant besoin d'aider à clore ce chapitre aberrant de notre histoire, et surtout d'aider à donner un nouveau départ. Les priorités immédiates sont de faire face au terrorisme "djihadiste", de conclure la paix et de s'attaquer à l'inflation. L'histoire nous a appris que les conflits nuisent au développement et à la prospérité. Le coût élevé des conflits armés a paralysé nos activités économiques et freiné l'élan en faveur de la consolidation de notre nation.

Il est temps de prendre les décisions éclairées essentielles à la réussite de nos démarches pour un Mali stable et surtout de montrer la volonté politique nécessaire qui nous permettra de consolider notre nation. A cet effet, nous devons rassembler toutes nos forces pour faire les meilleurs choix. Nous ne devons pas nous tromper d'adversaire et nous ne devons pas non plus nous tromper dans le choix de nos engagements. La souffrance de notre insatisfaction doit nous permettre de retrouver le chemin de la solidarité et de l'unité. L'unité doit être au cœur de nos engagements, car l'union de nos actions doit être autour du Mali. Le Mali doit être notre cause et notre source, et tout doit converger vers sa consolidation.

Nous devons nous mobiliser plus que jamais pour sauver nos acquis afin d'éviter à tout prix que cette crise ne tourne davantage au désastre économique et social. Toutes les parties aux conflits qui ravagent notre pays doivent s'unir et recommencer la quête de la paix avant que les 1

puissances obscures de la destruction ne nous engloutissent tous. Ces parties doivent reprendre les pourparlers en faisant preuve de souplesse, dans

un esprit constructif, afin que puisse être dégagée une solution pragmatique qui conduise à rendre l'accord viable et crédible pour une paix durable et garantisse la sécurité des populations sur toute l'étendue du territoire national. Nous devons tous nous rappeler que, malgré nos différents, nous avons bien plus de choses en commun en tant que nation. Depuis toujours, nous sommes liés par des valeurs qui définissent qui nous sommes en tant que Maliens, et qui nous servent de boussole à travers tous les types de changement, y compris les questions de guerre et de paix. Le moment est venu pour nous tous de nous rassembler et d'unir nos forces dans la lutte pour cette paix. Il n'y a pas de progrès sans compromis et pas de victoire sans sacrifice.

Les crises que nous vivons sont aussi le fruit de l'infidélité à l'esprit de nos ancêtres et pères fondateurs où l'imposition du libéralisme idéologique vide de contenu, vide de sens et d'identité au détriment de nos valeurs a quasiment détruit nos tissus sociaux. L'inaptitude du système a abruti les nouvelles générations et nous a absolument dévié des voies à suivre pour un avenir prospère. Les acteurs et les enjeux de ces perversions multiformes doivent sans doute être écartés de nos voies pour la renaissance de l'idéal Africain. Or cette renaissance, développée avec une vraie vision collective, est guidée par les politiques de sécurité nationale avec un contenu économique solide, durable et solidaire, et un programme financier viable et efficace, le tout reposant sur nos valeurs et notre identité.

La célébration de notre indépendance doit être le symbole de notre responsabilité, notre liberté et surtout notre prospérité dans la paix. Depuis plus de six

décennies le peuple malien mène un combat pour la justice, la réduction de la fracture sociale, et le développement humain. Ce combat n'est autre que pour honorer la promesse qui a toujours été au cœur de notre vie sociale et culturelle, la promesse que nous avons reçue de nos aînés, qui veut que chaque génération vive mieux que la précédente. Nous devons nous acquitter de cet engagement envers nos jeunes populations, qui doivent être mieux nantis que nous afin que notre Nation avance vers des lendemains meilleurs. Les décisions que nous prenons maintenant définiront le type de nation et ce que nous laisserons à nos enfants. Nous ne pouvons plus continuer à voguer au gré des crises. Il est absolument temps d'unir le destin de l'ensemble des citoyens à celui de la nation. Œuvrons donc ensemble pour évoquer les problèmes liés à cette période transitoire de la vie de notre pays et apporter les solutions viables afin de démontrer à nous-mêmes et au reste du monde que notre nation est unie dans sa lutte pour la liberté, la paix et le développement durable. Agissons ensemble pour que cette période soucieuse mène à des lendemains plus sereins et que ce nouveau cycle de la vie de notre nation soit rempli d'espoir positif pour nous tous. Évidemment, l'espoir concerne toujours l'avenir. Alors, engageons-nous ensemble pour construire un projet

de redressement national afin de recréer l'espoir dont les plus fortes sources sont liées aux valeurs, mais aussi et surtout, changer le cours de la vie de notre nation.

Que Dieu bénisse notre nation dans une Afrique unie et en paix.

Cheick Boucadry Traore

SENARE 2ème édition : Une semaine pour parler de la paix et la réconciliation....



Au cours d'un point presse le vendredi, 15 septembre 2023, le colonel-major Ismaël Wagué, ministre de la réconciliation, de la paix et de la cohésion nationale, chargé de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale, a officiellement procédé au lancement de la 2ème édition de la semaine nationale de la réconciliation (SENARE).

Le thème retenu pour cette 2ème édition est : "Ensemble, engageons-nous pour surmonter les défis d'une paix inclusive et durable au Mali". C'était en présence des cadres du département en charge de la Réconciliation ainsi que des diverses structures rattachées ont participé au lancement de cette 2ème édition de la SENARE.

Selon les explications du ministre Wagué, la Semaine Nationale de la Réconciliation constitue un cadre adéquat, une opportunité de mobiliser tout le peuple malien, de l'intérieur comme de l'extérieur autour du vivre-ensemble et la stabilité du Mali. Elle est un moment de communion, d'échange, d'évaluation et de prospection. La 1ère édition

tenue en 2022 sous le thème : « Faisons de la diversité un atout pour la cohésion sociale » a été couronnée de succès aussi bien au Mali que dans ses missions diplomatiques et consulaires.

Afin de garantir la réussite de cet événement de portée nationale et internationale, le ministre de la

Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale, invite chaleureusement toutes les citoyennes et tous les citoyens maliens, en particulier les professionnels des médias, à prendre part à la construction et à la consolidation de la paix.

L'objectif général de la Semaine Nationale de la Réconciliation vise à restaurer la paix et à renforcer la co-

hésion sociale et le vivre-ensemble entre toutes les filles et tous les fils du Mali. De façon spécifique la SENARE vise à assurer un meilleur ancrage des valeurs de réconciliation et de vivre-ensemble ; célébrer les idéaux du vivre-ensemble et de cohésion sociale à travers, notamment des activités éducatives, socio-culturelles, et de solidarité ; sensibiliser les acteurs nationaux et internationaux sur le processus de la réconciliation et de la paix ; iden-

tifier les défis d'une paix inclusive et durable ; proposer et mettre en œuvre des pistes de solutions pour relever les défis identifiés ; organiser des sessions d'information et de sensibilisation sur la promotion du patriotisme, du civisme, de l'éducation et la culture de la paix et de la cohésion sociale.

Brehima DIALLO

.... Le renforcement de la sécurité humaine au Mali au cœur des échanges

Dans le cadre des activités de la Semaine Nationale de la Réconciliation (SENARE), 2ème édition, l'École de Maintien de la Paix/Alioune Blondin Bèye a servi de cadre ce samedi, 16 septembre 2023 à la tenue d'une conférence sur le thème : comment renforcer la sécurité humaine au Mali.

La cérémonie d'ouverture de ladite conférence a enregistré la présence du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion Nationale, chargé de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, le Colonel-major Ismael Wagué et de son homologue de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohamedine, le conférencier, le Commissaire Divisionnaire de Police Boubacar Soukouna du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité

C'était en présence d'un panel de hautes personnalités et d'élèves du Prytanée militaire. En souhaitant la cordiale bienvenue aux ministres et aux participants, le Directeur général de l'EMP/ABB, le Colonel Souleymane Sangaré a qualifié la présence des deux membres du Gouvernement comme étant une preuve éloquentes des liens forts qui unissent leurs départements à l'EMP/ABB. Et

de rappeler les missions assignées à sa structure qui englobent entre autres, la formation, le perfectionnement, le recyclage, l'organisation de conférences, de séminaires, d'ateliers, etc. Dans son discours d'ouverture, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général de Brigade Daoud Aly Mohamedine a d'abord rappelé le cadre juridique de la Semaine Nationale de la Réconciliation qui découle de la Loi N°2019-042 du 24 Juillet 2019 portant Loi d'Entente Nationale. La SENERÉ poursuit, le ministre, a également été une recommandation forte des Assises Nationales de la Refondation (ANR), en 2021.

Pour le Général de Brigade Daoud Aly Mohamedine, à travers cette conférence, il est question d'édifier l'ensemble de la population sur le caractère holistique de la sécurité, et sur le rôle et la place de chacun dans le dispositif sécuritaire. Il a ajouté que, la sécurité humaine, en raison de sa multipolarité, fait appel à des acteurs multisectoriels, dans un cadre de concertation, de collaboration et de partenariat. Selon le ministre de la Sécurité et de la Protection civile les missions assignées au Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité (CRSS) traduisent la volonté et

l'option prises par les plus hautes autorités de notre pays, sous le leadership du Président de la Transition, Chef de l'Etat et Chef suprême des Armées, le Colonel Assimi Goïta dans l'optique de renforcement de la sécurité humaine.

Parlant du thème de la conférence, le Commissaire divisionnaire de police Boubacar Soukouna du Commissariat à la Réforme du Secteur de la Sécurité, a fait savoir qu'il faut comprendre la conciliation de deux à savoir la conciliation de l'objectif de la sécurité publique et également de l'objectif du développement humain et pour cela, il fallait forcément concilier ces deux concepts là.

Rappelons que les activités de cette semaine s'articuleront autour des activités socio-éducatives et culturelles, l'éducation, les arts, la culture, la citoyenneté, le civisme, la coopération, la promotion du genre, la solidarité et le sport

B DIALLO
22 Septembre

Sénégal

Qui a peur de Youssou N'Dour ?

Le roi du mbalax revient sur les perturbations de son concert parisien par des pro-Sonko. Il évoque son engagement politique et affirme que son éventuelle candidature à la présidentielle suscite des craintes chez beaucoup au Sénégal

Dans une interview exclusive accordée au Parisien, Youssou N'Dour, célèbre chanteur sénégalais, revient sur les perturbations survenues lors de la première mondiale de son spectacle "Birima" au théâtre du Châtelet, à Paris. L'événement a été marqué par l'intervention de partisans d'Ousmane Sonko, principal opposant au président sénégalais Macky Sall, actuellement incarcéré. Proche du président et impliqué politiquement, Youssou N'Dour réagit à cet incident et évoque ses ambitions politiques pour l'avenir.

La soirée de mercredi au théâtre du Châtelet a été agitée par des partisans d'Ousmane Sonko, qui ont exprimé leur soutien en criant des slogans tels que "Libérez Sonko !" ou encore "Macky Sall le dictateur". Youssou N'Dour, qui a longtemps été ministre aux côtés du président sénégalais, a été directement visé par ces protestations. Malgré cela, le chanteur reste serein et affirme avoir l'habitude de ce genre de perturbations, qui sont également courantes au Sénégal. Il souligne néanmoins que ces incidents sont regrettables pour les spectateurs et les jeunes artistes présents sur scène.

Interrogé sur de potentielles nouvelles perturbations, Youssou N'Dour se montre confiant et affirme qu'il ne se préoccupe pas de ces éventualités. Il se voit comme un homme de paix et se dit prêt à donner la parole à ceux qui souhaitent s'exprimer, tout en respectant les autres spectateurs. Concernant l'emprisonnement d'Ousmane Sonko, le chanteur préfère ne pas commenter les décisions de justice, mais exprime son souhait que le leader politique s'en sorte. Il évoque ensuite ses aspirations politiques et sa possible candidature aux prochaines élections présidentielles au Sénégal en février prochain.

Youssou N'Dour rappelle qu'il avait



déjà présenté sa candidature en 2012, mais qu'elle avait été refusée. Il souligne son indépendance vis-à-vis de Macky Sall, après avoir travaillé à ses côtés pendant douze ans, et affirme qu'il est prêt à voler de ses propres ailes. Fort de son expérience et de sa connaissance approfondie du pays, il estime que sa candidature suscite des craintes chez les autres acteurs politiques. Il se positionne comme un candidat capable de répondre aux besoins de la jeunesse en termes d'emploi, de rectifier les relations avec les pays riches pour établir des partenariats équilibrés, et de représenter l'Afrique dans son ensemble.

Enfin, l'interview aborde brièvement une directive française qui avait demandé la suspension de toute collaboration avec des artistes du Burkina Faso, du Mali et du Niger, suscitant l'indignation de

Youssou N'Dour. Finalement, cette directive a été rectifiée par le président Macron et la ministre de la Culture, rassurant ainsi les artistes concernés. Youssou N'Dour souligne l'importance de la solidarité entre les artistes africains et la nécessité de promouvoir une coopération culturelle internationale.

Le spectacle "Birima", conte musical créé par Youssou N'Dour et son guitariste Pape Oumar Ngom pendant la pandémie de Covid-19, a été présenté en première mondiale au théâtre du Châtelet. Le chanteur envisage également une tournée internationale dès l'année prochaine. Après le spectacle, il retournera à Dakar, sa ville de résidence, et prévoit de sortir un nouvel album prochainement.

senepius

Intervention militaire au Niger : Mahamadou Issoufou appelle à la négociation



L'ancien président nigérien, Mahamadou Issoufou, âgé de 71 ans, appelle à la négociation pour éviter l'aggravation de la crise. Sur le réseau social X (ex-Twitter), il a souligné sa préoccupation face à la grave crise que traverse son pays, le Niger. Il est convaincu que les dirigeants de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) seront suffisamment sages pour l'empêcher, en commentant un éventuel scénario militaire.

Les militaires qui ont pris le pouvoir au Niger ont accusé le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, d'avoir entravé la participation du pays à la session de l'Assemblée générale des Nations unies. Le porte-parole du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), Amadou Abdramane, a relayé cette information par l'Agence France-Presse.

Selon lui, le secrétaire général des Nations unies «s'est trompé dans

l'exercice de sa mission en entravant la pleine participation du Niger à la 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU». «M. Guterres a non seulement refusé de prendre acte de la liste officielle des délégués du Niger [...], mais il a également accédé à la demande de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Hassoumi Massaoudou, visant à révoquer le représentant permanent du Niger auprès des Nations unies», a-t-on appris.

Le CNSP a condamné l'ingérence flagrante d'Antonio Guterres dans les affaires intérieures d'un État souverain et a attiré l'attention de la communauté nationale et internationale sur les actions visant à saper tous les efforts déployés pour assurer la sécurité du pays et sa sortie de crise.

La situation de l'ambassadeur de France au Niger est absurde

Le refus de l'ambassadeur de France au Niger de quitter le pays malgré les demandes des autorités est absurde, a déclaré à la presse Vassili Nebenzia, représentant permanent de la Russie auprès de l'ONU.

«La situation est certainement absurde, on ne peut pas la qualifier autrement. Les Français l'expliquent par le fait qu'ils ne reconnaissent pas les autorités qui dirigent de facto actuellement le Niger, mais il existe d'autres pays où certains événements ont eu lieu, mais dont

ils reconnaissent les autorités. Ils comprennent qu'il s'agit d'une réalité à prendre en compte», a-t-il indiqué.

Selon le diplomate russe, la situation actuelle constitue «une violation flagrante de la souveraineté du pays».

Blinken et la Cédéao demandent la libération du président Bazoum

Le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, et ses collègues de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) demandent aux militaires nigériens de libérer le président Mohamed Bazoum. C'est ce qui ressort de la déclaration écrite du porte-parole du Département d'État, Matthew Miller, à l'issue de la rencontre avec la participation du ministre des Affaires étrangères mauritanien en marge de la 78ème session de l'Assemblée générale

des Nations Unies à New York.

«Les partenaires ont adopté la même position, selon laquelle le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie doit libérer le président Bazoum, sa famille et toutes les personnes illégalement arrêtées», a déclaré Matthew Miller.

Le président Mohamed Bazoum a été destitué le soir du 26 juillet par des militaires. Ils ont également formé le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP), présidé par le commandant de la garde présidentielle, le général Abdourahamane Tchiani.

Binadjan Doumbia

Révélation choc : Scandale de corruption au plus haut niveau secoue le Gabon

Dans une série de développements choquants, une enquête en cours au Gabon a révélé des allégations graves de corruption et de malversations financières impliquant de hauts responsables gouvernementaux, dont le fils de l'ancien président Ali Bongo, Nouredin Bongo Valentin. Ce scandale secoue la nation et soulève des questions sur l'intégrité du gouvernement gabonais.

Hauts Responsables Gabonais Accusés de 'Haute Trahison' et 'Corruption Active'

Bamada.net Le point central de cette affaire est l'incarcération de Nouredin Bongo Valentin à la prison centrale de Libreville, où il a passé sa première nuit après avoir été mis en examen et placé en détention provisoire. Les chefs d'accusation qui pèsent sur lui sont nombreux, notamment la "haute trahison" et la "corruption active",

selon les déclarations du procureur de Libreville, André-Patrick Ropinat, cité par l'Agence France Presse.

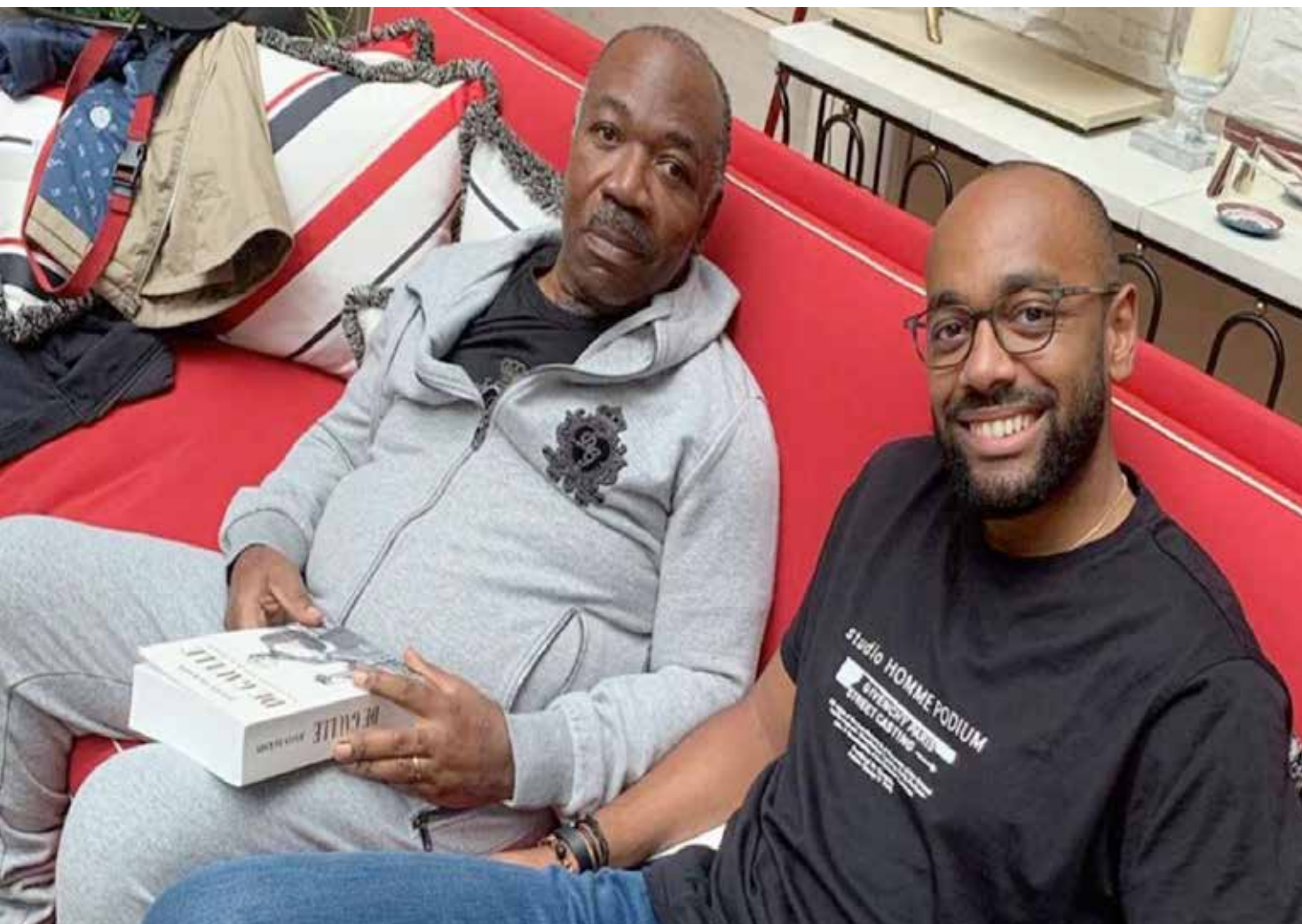
Le Gabon Secoué par un Scandale de Corruption Impliquant d'Eminents Dirigeants

Nouredin Bongo Valentin, autrefois coordinateur à la Présidence et conseiller stratégique de son père au Parti démocratique gabonais (PDG), était considéré par certains

comme un successeur potentiel à la tête de l'État. Sa chute soudaine et dramatique a ébranlé le monde politique gabonais.

Les Coujisses du Pouvoir Gabonais Ebranlées par des Accusations de Corruption

Outre Nouredin Bongo Valentin, une dizaine de hauts responsables du régime précédent ont également été interrogés par le procureur



et présentés à un juge d'instruction. Certains ont été placés sous mandat de dépôt après de longues auditions. Ces anciens dignitaires font face à une série d'accusations graves, allant de la "haute trahison contre les institutions" au "détournement de fonds publics", en passant par la "malversation financière internationale en bande organisée", le "faux et usage de faux", la "falsification de la signature du président", la "corruption active" et même le "trafic de stupéfiants", selon les informations fournies par les autorités.

Scandale de Corruption au Gabon : Nouredin Bongo Valentin Incarcéré

Parmi les individus impliqués dans cette affaire, on compte d'éminents membres de l'ancienne adminis-

tration, tels que l'ancien directeur de cabinet d'Ali Bongo, Ian Ghislain Ngoulou, le directeur de cabinet adjoint de l'ancien président Mohamed Ali Saliou et son frère Abdoul Océni, Jessye Ella Ekogha, ancien Porte-parole de la Présidence, Steeve Nzegho Dieko qui était secrétaire général du PDG, ainsi que Cyriaque Mvourandjani, directeur de cabinet politique d'Ali Bongo, parmi d'autres.

Enquête Choc au Gabon : Corruption et Malversations au Sommet du Gouvernement

Ce scandale de corruption et de malversations financières au sommet du gouvernement gabonais a ébranlé la confiance du public et soulevé des questions sur l'étendue de la corruption dans le pays. Les autorités judiciaires ont promis de

mener une enquête approfondie et impartiale pour faire la lumière sur ces allégations, mais il reste encore beaucoup à découvrir sur l'ampleur réelle de cette affaire qui secoue le Gabon.

Chute Dramatique : Nouredin Bongo Valentin, un Successeur Potentiel, derrière les Barreaux

Fatoumata Bintou Y
Source: Bamada.net

Marseille : Que peuvent se dire le pape et Emmanuel Macron ?

Le président de la république et le souverain pontife se sont déjà rencontrés à trois reprises, mais toujours au vatican. Ils vont se revoir samedi 23 septembre 2023 sur le sol français, à Marseille (BOUCHES-DU-RHÔNE).



Il ne lui tapera probablement pas dans le dos, comme il a pu le faire délicatement au roi Charles III mercredi 20 septembre. En revanche, comme à son habitude, il lui empoignera les mains, voire les épaules, le regardera droit dans les yeux et le tutoiera.

Samedi, Emmanuel Macron rencontrera le pape à Marseille (Bouches-du-Rhône). Le chef de l'État rejoindra le souverain pontife au Pharo à 10 h, pour les conclusions des Rencontres méditerranéennes. Avant un entretien en tête-à-tête à l'heure de midi.

Le président de la République et son épouse retrouveront, ensuite, Fran-

çois pour la messe au Vélodrome, avant une cérémonie de départ à l'aéroport de la cité phocéenne sur les coups de 19 h 15.

SOUS LE SCEAU DE LA CONFESSION

Cette rencontre entre Emmanuel Macron et le souverain pontife sera la quatrième depuis 2018. Les trois entrevues précédentes, d'une heure chacune, ont eu lieu au Vatican. Les deux hommes s'apprécient. Le chef de l'État est un ancien élève des Jésuites, compagnie dont est issu le pape.

Que vont-ils se dire à Marseille ? Selon l'Élysée, les migrations seront

au centre de cette conversation privée, surtout après l'arrivée massive de migrants sur l'île de Lampedusa (Italie). La guerre en Ukraine ne sera pas, non plus, absente de cet entretien, tout comme le réchauffement climatique, les tensions en Afrique ou encore en Arménie...

Au cours de leurs échanges passés, sous le sceau de la confession, le président de la République et le souverain pontife ont aussi parlé du dialogue interreligieux, de bioéthique, de la situation au Moyen Orient, de l'avenir de la construction européenne...

ouest-france

Hamane Niang, président de la fondation de FIBA :

“Nous allons nous servir du basket-ball comme outil pour le bien, tout en préservant et en développant le patrimoine culturel de notre fantastique sport”

Prévu pour début 2024, les phases finales de la 34^{ème} édition de la coupe d'Afrique des Nations se dérouleront, du 13 janvier au 11 février 2024, en Côte d'Ivoire, avec des villes à l'honneur comme Abidjan, Bouaké, Korhogo, San-Pedro et Yamoussoukro.

Le président honoraire de la FIBA, Hamane Niang, a été nommé nouveau président de la fondation de la FIBA. D'autres nominations importantes ont eu lieu en même temps pour la période 2023-2027. Le président Niang vient remplacer Horacio Muratore, un autre président honoraire de la FIBA. Celui-ci a pris cette fonction en 2019 et il continuera d'œuvrer comme membre de la direction dans le nouveau cycle.

De plus, le comité de direction a nommé comme vice-président de la Fondation de la Fiba, Manuel V. Pangilinan, président émérite de la Fédération philippine de basket-ball.

Je suis fier de prendre cette fonction au sein de la Fondation de la Fiba, qui a obtenu de remarquables résultats au cours des 16 dernières années en utilisant le basket-ball comme un moyen de faire une différence dans tant de communautés aux quatre coins du monde”, note Hamane Niang.

Le comité de direction de la Fondation de la Fiba a franchi une étape importante en intégrant pour la première fois trois femmes, notamment “la” membre du Fiba Hall of Fame Michelle Timms, ainsi qu'un joueur légendaire et vainqueur de la Coupe du monde Fiba en la personne de Predrag Stojakovic.

“Avec mes collègues membres de la direction, je vais m'engager pour faire en sorte que la Fondation de la Fiba continue de se renforcer. Nous allons nous servir du basket-ball comme outil pour le bien, tout en préservant et en développant le patrimoine culturel de notre fantastique sport”, déclare Hamane Niang.

Volet social et patrimonial de la Fiba, la Fondation utilise le pouvoir du basket-ball pour initier des changements sociaux positifs et pour référencer toute l'histoire du basket-ball international. Ses deux piliers principaux sont le programme «Basketball For Good» et celui dédié à l'enri-

chissement du patrimoine culturel.

Les priorités de «Basketball For Good» incluent des projets partout dans le monde pour soutenir le Mini Basketball, le leadership des jeunes et l'impact communautaire, tandis que celles concernant l'héritage culturel se concentrent sur le soutien et le développement des collections en lien avec le basketball et des archives historiques, sur la Maison du basket-ball Patrick Baumann, sur la communauté des historiens du basketball et sur le Fiba Hall of Fame.

La composition du nouveau comité de direction de la Fondation de la Fiba pour le cycle 2023-2027 : Hamane Niang, président

Manuel V Pangilinan, vice-président

Ingo Weiss, trésorier

Andreas Zagklis, secrétaire général

Sheikh Saud Ali Al-Thani, membre

S.A. Shaikh Isa Ali Khalifa Al Khalifa, membre



Jane Maywald, membre

Mohammed Saad Al-Meghaiseeb,
membre

Evangelos Liolios, membre

Horacio Muratore, membre

Kiyofumi Tamiaki, membre

Jingnan Xu, membre

Predrag Stojakovic, membre

Jennifer Williams, membre

Michele Timms, membre

Ulf Mehrens (IWBF), membre

Les nouveaux dirigeants des co-

mités consultatifs : Jane Maywald,
directrice du Comité consultatif du
patrimoine culturel H.H. Shaikh Isa
Ali Khalifa Al-Khalifa, directrice du
Comité consultatif de «Basketball
For Good».

Source Fiba



Bélier (21 mars - 19 avril)

Le ciel est favorable au changement. Votre investissement sans faille est reconnu par votre hiérarchie qui n'hésite pas à vous confier des projets délicats. Vous qui souhaitiez gravir les échelons, c'est le moment d'en parler. Il est temps que votre persévérance et votre grande implication soient récompensées. Si vous pensiez à une mutation, il sera difficile pour votre supérieur de vous la refuser.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous aimeriez évoluer dans le domaine du travail, mais ce n'est pas si simple. Vous avez l'impression que vos compétences ne sont pas reconnues à leur juste valeur et cela vous agace. Mais rassurez-vous, vous trouverez aujourd'hui le moyen de montrer de quoi vous êtes capable. Et vos efforts pourraient initier une nouvelle évolution qui va vous apporter beaucoup de satisfaction. Alors, n'hésitez pas à en faire beaucoup.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il vous faudra faire preuve d'une grande patience au travail. Rien ne se passe comme vous l'aviez prévu. Restez calme. Vous mettre en colère ne vous servira à rien. Vous verrez que les choses s'amélioreront au fil de la journée. Finalement, vous pourriez même apprécier ce surcroît de travail et ce stress ! Vos supérieurs vont quant à eux vous remarquer et apprécier votre zénitude. Ils pourraient même envisager un nouveau poste.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

C'est la journée du compromis aujourd'hui au travail ! Et vous devrez faire avec, même si cela ne vous convient pas. Vous devrez ruser et agir dans la nuance pour que votre travail et vos idées pertinentes soient reconnus. Acceptez, et cela ira mieux demain ! Vous avez envie de trouver un nouvel emploi ? Là encore, vous devrez mettre votre esprit astucieux au premier plan dans vos recherches, mais cela payera bientôt !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous n'êtes probablement pas à prendre avec des pincettes en ce moment. Votre attitude et votre « body language » ne trahissent personne. Véritable cocotte-minute, vous avez besoin de prendre un peu de recul et de vous aérer l'esprit. Il serait dommage d'exploser en plein vol pour une goutte d'eau, cela pourrait ne pas être compris. Ne vous inquiétez pas, votre entourage vous connaît et sait qu'il ne s'agit que d'une passade.



Vierge (23 août - 23 septembre)

C'est le moment de faire le point sur votre carrière. Êtes-vous au bon endroit ? Êtes-vous fait pour ce job ? Avez-vous envie d'autre chose ? D'ailleurs ? Si l'entente avec vos collègues est au beau fixe, pensez aux rêves que vous aviez étant enfant. Ils pourraient bien vous donner matière à réfléchir quant à vos objectifs professionnels. N'hésitez pas à en discuter avec vos proches pour y voir plus clair.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Si vous avez commencé un nouveau travail récemment, bonne nouvelle : votre aventure professionnelle débute sous les meilleurs auspices et vous devriez vous épanouir. Si au contraire cela fait longtemps que vous êtes au même poste, essayez de faire le point sur votre carrière. C'est un bon moyen de redéfinir ce que vous voulez vraiment. Restez attentif aux possibilités que l'univers va vous offrir, il devrait y avoir de belles surprises.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Dans le domaine du travail, l'ambiance est un peu tendue avec certains collègues qui voient en vous davantage un concurrent qu'un allié. Pourtant, vous avez le sens du travail en équipe, et vous ne méngez pas vos efforts lorsqu'il s'agit de faire des concessions. Ne laissez pas les mauvaises langues saper votre moral ni votre motivation, et entourez-vous des gens qui voient le meilleur en vous. Votre travail n'en sera que plus convaincant.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Malgré des relations parfois tendues avec vos collègues, vous saurez faire preuve d'empathie et d'écoute. Deux très bonnes qualités qui vous seront très utiles afin de prendre des décisions cruciales. N'hésitez pas à prendre le temps de la réflexion et à suivre votre instinct. Votre entourage professionnel sera très impressionné par votre flegme et votre capacité à trouver des solutions. Vous saurez vous faire remarquer positivement.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Les astres donnent une nouvelle direction à votre carrière. Prenez confiance en vous, c'est peut-être le moment de lancer votre propre entreprise ! Si tel est votre projet, entourez-vous de personnes de confiance pour vous conseiller. Planifiez tout minutieusement et ne laissez rien au hasard... Votre réussite en dépend ! Si vous souhaitez continuer dans votre entreprise actuelle, sachez que de nouvelles responsabilités vont vous être données.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Pour éviter les tensions, jouez la carte de la discrétion. Ne prêtez pas attention aux ragots, efforcez-vous de faire votre part du travail sans participer aux débats qui animent vos collègues. Cela risquerait de mobiliser toute votre énergie, et vous en avez besoin pour mener à bien les missions qu'on vous a confiées. Courage, ce climat tendu ne devrait pas durer. Tout reviendra prochainement à la normale.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous avez l'impression que vos efforts ne sont pas reconnus à leur juste valeur. Bonne nouvelle, vous allez avoir l'occasion de faire valoir vos qualités. Ne la laissez pas passer, exprimez-vous clairement et mettez en avant ce que vous apportez à votre entreprise. C'est ainsi que vous vous ferez respecter par vos collègues, et que vous obtiendrez enfin le niveau de responsabilité que vous méritez.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23